TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire
Internationaliste d'Algérie . 1,50 fr

N° 33

juillet - août 1979

DECRÊTS RACISTES STOLERU BONNET :

C'EST TOUTE LA CLASSE OUVRIERE QUI EST CONCERNEE!

p. 3

Garges :

SOUTIEN TOTAL AUX EXPULSES

la lutte de libération nationale en Algérie

(suite)

POINTS DE VENTE

Librairie du Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.

Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.

Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.

Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.

L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.

Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.

Lib "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY.

Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.

Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE

Librairie LIRE : rue Siante, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S'ADRESSER A:

T.I.L. 29 rue Descartes 75005. PARIS. (Ne spécifier que T.I.L.) CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 32 Fr l'année, en timbres poste, (16 Fr de mensuel + 16 Fr de frais d'envoi).

- Pour l'étranger, écris-nous.

NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.

SOMMAIRE

INCHIGRATION

p 3,4

: C'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est concerné!

p 5,6,7

: Garges : Los grèvistes organisent la riposte.

ALGERIE

p 8,9,10,11 p 12,13

: La lutte de libération nationale (suite).

: Le PAGS au service de la bourgeoisie.

INTERNATIONAL

p 14, 15

: Bokassa, homme de main de l'impérialismo.

Dernière page : QUI SOM ES-NOUS ?

C'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est concernée ! (suite)

La campagne menée par la bourgeoisie française contre les travailleurs immigrés prend actuellement un tournant nouveau : les prévisions,
qui voyaient le nombre massif d'expulsions de travailleurs étrangers
s'accroitre parallèlement avec l'appronfondissement de la crise du
capitalisme en France, se trouvent de jour en jour confirmées. Un
arsenal de mesures répressives est ainsi en train d'être voté à l'Assemblée nationale. Après le projet de loi Bonnet (répression des clandestins),
c'est le projet de loi Stoléru qui est aujourd'hui en discussion. Ce
projet vise à multiplier considérablement les obstacles et contraintes
en matière de renouvellement des cartes de séjour et de travail. Voici
quelles en sont les grandes lignes.

- Tout d'abord, le titre de séjour et le titre de travail fusionnent et deviennent une seule et même carte : mais en fait, l'un et l'autre restent étroitement dépendants l'un de l'autre, comme avant, puisque "la carte de séjour d'un travailleur étranger est retirée lorsque son autorisation de travail lui a été retirée(..), ou ne lui a pas été renouvelée (..)! Cette modification des formalités, apparemment anodine, cherche en réalité à faire dépendre beauccup plus étroitement le séjour des travailleurs de leurs possibilités d'embauche. En clair, pas de travail, pas de carte! Notons du même coup que les chômeurs n'auront de ce fait plus droit au séjour en France.
- Les résidents étrangers sont divisés en deux catégories : celle des résidents privilégiés qui pourront obtenir un titre de séjour et de travail valable IO ans, s'ils justifient de 20 ans de vie en France (ét non plus 10 ans de résidence en France, comme avant), ce qui s'adresse pour le moins à un nombre extrêmement réduit de travailleurs. Et celle des résidents ordinaires qui recevront un titre valable 3 ans, soi-disant "sans aucune restriction ni géographique ni professionnelle" : en fait, il est indiqué quelques lignes plus loin que chaque demande de cartes de séjour et de travail sera examinée individuellement, "en fonction de la situation familiale (!), dans le cadre d'un quota départemental défini chaque année compte tenu de la situation de l'emploi "! Voilà sans doute la mesure la plus importante du projet Stoléru : suivant la région où vous chercherez du travail, vous aurez des chances ou non d'obtenir votre carte. Désormais, le renouvellement des cartes de séjour sera fonction, par département, du taux de chômage!

Or, comme on sait que le chômage on France, du fait de la crise économique, ne fait que croitre dans des proportions dramatiques, ce sont des milliers de travailleurs immigrés qui vont être pénalisés prochainement, lors du renouvellement de leur carte! Enfin, on se demande par quel arbitraire nouveau l'examen de la situation familiale des travailleurs va devoir intervenir pour justifier ou non la délivrance d'une carte de séjour!!

- L'autorisation de travail, déjà si difficile à obtenir, pourra être retirée si "l'étranger se trouve sans emploi depuis plus de six mois, (...) ou pour retour tardif à l'issue d'une période de congés"!

(estus) I serreconce tes tup erectivos seeslo al es eldmeane I fasto

- Enfin, ce projet de loi qui comptait partager tous les immigrés en résidents ordinaires ou résidents privilégiés, n'élimine pas la catégorie importante des résidents temporaires, étudiants, femmes et enfants, qui restent sous le coup d'un arbitraire judicaire encore plus grand.

Bref, si ce projet de loi passe à l'Assemblée, et il y a de fortes chances qu'il passe, ce sont des dizaines de milliers d'expulsions à prévoir pour les travailleurs immigrés. Face à un chômage grandissant qu'elle ne peut résorber, la bourgeoisie française espère marquer un point dans l'opinion publique en montrant qu'elle prend des mesures "radicales" pour y remédier. Malheureusement, on sait bien que ce ne sont pas les travailleurs immigrés les responsables de la crise de l'industrie et de l'économie française!

En attendant, le gouvernement espère faire d'une pierre deux coups, et limiter les frais d'allocations-chômage dûes aux travailleurs étrangers mis à la rue. Des milliers d'expulsions, ainsi que les menaces et la dissuasion exercées contre les travailleurs étrangers, voilà bien les méthodes qu'a pu trouver la bourgeoisie pour faire payer la crise aux

travaillours !

N'oublions pas enfin que ces attaques législatives s'accompagnent en ce moment d'une répression brutale et directe sur le terrain (Sonaco-

tra, etc...).

En fait, ces décrêts racistes représentent une opération aussi bien politique qu'économique : les travailleurs immigrés font les premiers les frais de la "restructuration" de l'industrie française, et leur expulsion permet à la bourgeoisie d'économiser sur leur dos leurs indemnités de chômage. Mais aussi, et c'est loin d'être le moins important, le gouvernement s'attaque ainsi à une catégorie de travailleurs particulièrement combative ces derniers temps, et qui risque d'influencer l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais surtout, ces manoeuvres de la bourgeoisie cherche à diviser les travailleurs entre eux, et à les affaiblir. En frappant telle catégorie de travailleurs plutôt qu'une autre de mesures d'exception, la classe dominante française veut empêcher que la classe ouvrière s'unisse sur les

mêmes revendications pour la combattre.

C'est pourquoi ces mesures sélectives contre les travailleurs immigrés concernent au plus haut point l'ensemble de la classe ouvrière, par dessus les nationalités : et le soutien des travailleurs français sera décisif dans la bataille pour la mise en échec de ces derniers décrêts anti-ouvriers!

- L'autorisation do travail, déjà et difficile à obtenir, pourre stre retirée et "l'étranger se trouve sans emploi depuis plus de six ne (...) eu pour rotour tardif à l'issue d'une période de congés"!

GARGES

Les grèvistes organisent la riposte

estrivéry sol ...oto esenorem sol rue atomit ob moltudirtaib

Les attaques de la bourgeoisie et de la Sonacotra contre les résidents grèvistes ont pris aujourd'hui un tour très violent. On ne compte plus les descentes de flics au petit matin, les expulsions des résidents hors des foyers, les arrestations de travailleurs immigrés, le déchirement arbitraire de leurs papiers par la police, etc...

ta du 4 juillet à Verseilles, et du 16 au tribunal de Pentelse. Lla

Le 25 juin, encore, 113 nouvelles expulsions de résidents: 49 à Thionville, 33 à Forbach et 31 à Vitry Sur Orne. Dans le Haut-Rhin, 39 autres expulsions. 60 expulsés le 11 avril dans trois foyers de Strasbourg, le 12 juin 77 expulsés dans deux foyers de Dijon, etc... Des manifestations s'organisent spontanément, comme à Thionville, réunissant plusieurs centaines de travailleurs; à Paris également, une manifestation silencieuse rassemblait plusieurs milliers de personnes, à l'appel de 34 organisations, pour protester contre la loi Bonnet-Stoléru.

A Garges-Les-Gonesses, pourtant, le conflit a pris d'importantes proportions. Le 23 juin dernier, en effet, la police investissait le foyer Sonacotra de 'arges-les-Gonesses. La décision de la fermeture du foyer avait été prise par le tribunal de grande instance de Pontoise le 1/5/79: presque deux mois plus tard, 1000 CRS et gardes-mobiles intervenaient à 9 heures du matin, alors qu'il ne restait plus qu'une trentaine de travailleurs au foyer (les autres étant partis au travail, etc...).

Au total, ce sont les affaires de 308 résidents qui furent mises à la rue, pêle-mêle, dans des sacs-poubelles, des vêtements par dessur les affaires de cuisine!

Des travailleurs ont été frappés, d'autres ont été emmenés à Mal koff ou à Ivry..., et là, bien sûr, il fallait présenter une carte de séjour ou d'identité pour les récupérer!

Face à cette répression brutale et à la fermeture de leur foyer, les grèvistes de Garges ont cependant décidé de ne pas cèder du terrain à la police, et d'organiser la résistance. Voilà plusieurs semaines maintenant qu'ils occupent le terrain vague situé en face du foyer. Les vingt premiers jours, un cordon de CRS est resté en permanence à quelques mètres des grèvistes, comme force de "dissuasion", ainsi que pour provoquer les grèvistes et les amener à l'affrontement. Une fille a même dû être hospitalisée, sous le coup d'une pierre reçue à la tête et lancée par les flics!

Dès le début, la mobilisation a été assez importante : les travailleurs se sont mis en congé-maladie, et ont organisé leur action : sensibilisation des travailleurs des HIM voisins, popularisation de la lutte,

GARGES

distribution de tracts sur les marchés, etc... Les grèvistes de d'arges ont reçu le soutien d'un certain nombre de travailleurs immigrés des foyers de la région, des comités de soutien ; à Nanterre, 80 personnes se sont organisées en équipes pour manifester en permanence la présence militante de ce foyer, des jeunes du quartier se sont fréquemment rassemblés là et ont apporté une aide matérielle aux travailleurs ; le samedi 30 juin, de nombreux cars et voitures sont arrivés au terrain vague, notamment un car de travailleurs de Lorgwy syndiqués à la CFDT.

Les occupants avaient pour but d'attendre de pied ferme les jugements du 4 juillet à Versailles, et du 16 au tribunal de Pontoise. Ils comptaient que la popularité de la lutte influencerait le résultat des jugements. Mais à deux reprises, la justice bourgeoise a condamné les grèvistes de Garges, et le foyer à la fermeture. On pouvait s'y attendre, ces tribunaux-là étant particulièrement réactionnaires, et les autorités

bourgeoises bien décidées à briser cette résistance.

Aujourd'hui, ainsi, le mouvement s'essouffle, pour des raisons matérielles d'abord; les travailleurs en congés-maladie ont dû reprendre le boulet, et ne peuvent plus assurer la permanence de l'occupation du terrain vague. Mais il y a surtout à cela des raisons politiques. Voyons lesquelles.

- Quel soutien, quelles erreurs ?

Disons tout d'abord que la grève des foyers subit actuellement la pression ouverte des différentes Amicales algérienne et marocaine, qui font tout pour amener les grèvistes à négocier foyer par foyer et arrêter la grève. Le PCF, PS et les syndicats CGT et CFDT travaillent également dans le même sens, et les grèvistes se sont rendus compte

depuis quatre ans de lours manoeuvres pour briser la grève.

A Garges, par exemple, le PCF qui a toujours attaqué le Comité de coordination à l'échelle nationale, "soutient" localement l'action des grèvistes : le service et la fourniture des repas ont été assurés à ses frais par le conseil municipal (à majorité PCF)... voilà pour la poudre aux yeux. Mais par ailleurs, l'attitude du maire communiste de Garges, totalement indifférente à la lutte des travailleurs immigrés de ce foyer, a valu à la municipalité communiste plusieurs démissions de militants de PCF qui entretenaient encore des illusions sur leur parti.

Le PS, par contre, pour utiliser le discrédit du PCF à son profit, a reconnu le Comité de coordination (soutien tout à fait formel, bien sûr...), essentiellement en assurant que jusqu'à la réintégration des grèvistes dans leur foyer, un membre du PS resterait au camp! Le PS a même poussé la démagogie jusqu'à organiser une visite de Mitterand au foyer: il est vrai que les socialistes sont minoritaires au conseil municipal, et qu'une image plus combative ne peut que les servir...

Mais surtout, face à l'action totalement contre-révolutionnaire des syndicats, partis de gauche et amicales dans cette lutte, le Comite de coordination des foyers en grève n'a pas profité de l'occasion pour .../...

-idianos a noitos ruel esimigro too de elbalen-egnos no sim toos os

200802060 JUA

abandonner son parti-pris d'"apolitisme": et c'est bien là le plus important. Plutôt que de politiser la grève, de montrer aux grèvistes que la seule issue à cette lutte est dans la recherche de la solidarité de leurs frères de classe face à la bourgeoisie, dans la défiance des partis de gauche, dans la liaison de leur lutte à celles de toute la classe ouvrière, dans les chantiers et les usines, le comité de coordination néglige aujourd'hui de prendre consience de ses intérêts de classe.

Mais ne nous y trompons pas : ce n'est pas en continuant la grève au jour le jour qu'elle aura des chances d'aboutir ; c'est au contraire en tentant de briser l'isolement dans lequel s'enfonce la grève, en recherchant la solidarité de classe de tous les travailleurs, français ou immigrés, qui ont intérêt au succès de cette lutte, que les grèvistes

agiront positivement.

Dans le numéro précédent de "TIL", nous avions donné une rapide appréciation de la lutte de libération nationale en Algérie, et de sons principal investigateur, le Mim (Front de Inbération Matienale).

D'autres mouvements ent copondant participé à cette lutte. Le parti Communiste nous intéresse ici, car il est important de tirer le bilan de son attitude, et de donner l'appréciation des révolutionaires sur une politique nationaliste, qui n'avait de communiste que le nonti une politique nationaliste, qui n'avait de communiste que le nonti le set nécessaire ansaî de montrer communiste politique bourgoots du Porti Comm en lute en Algérie amona ses militualts, après bien des virements, à un suiviene total vis-à-vis du FIM. Suiviene qui préfigure d'aillours le soution "critique" du PCA (maintenant le FAGS), au gouverne ment bourgoois de la guerre d'Algérie.

Los communistes d'Algéric et le POF sont issus de la sociale démocratie française, qui était favorable à l'époque à l'assimilation des colonies par la France, que ce seit par la force ce la "persension".

An congrès de Tours en 1921, en France, se produisait la soissien
du parti social-démocrate, qui denna naissance au Parti Communiste
Français. En Algérie, la plup ri des fédérations socialistes schérétent
à l'IC (Internationale Communiste), malgré la clause n° 8 qui obligeaft
los partis adhérents à "soutenir, non en paroles mais en faits, tout
mouvement d'émancipation dans lès colonies, d'exiger l'expulsion des
impérialistes de la métropele hors des colonies, de neurrir en coeur

on time do la population la corrieda des colonies et de metropole une agitation continue de la métropole une agitation continue continue continue contro su de la continue continue continue contro su de la colonieux (deuxième congress

La lutte at note to to to to maittle at the state of a remobrate

de libération nationale (suite)

Dans le numéro précédent de "TIL", nous avions donné une rapide appréciation de la lutte de libération nationale en Algérie, et de son principal investigateur, le FLN (Front de Libération Nationale).

D'autres mouvements ont cependant participé à cette lutte. Le Parti Communiste nous intéresse ici, car il est important de tirer le bilan de son attitude, et de donner l'appréciation des révolutionnaires sur une politique nationaliste, qui n'avait de communiste que le nom.

Il est nécessaire aussi de montrer comment cette politique bourgeoise du Parti Commun iste en Algérie amona ses militants, après bien des virements, à un suivisme total vis-à-vis du FLN. Suivisme qui préfigure d'ailleurs le soutien "critique" du PCA (maintenant le PAGS), au gouvernement bourgeois/de la guerre d'Algérie.

- Les origines du mouvement communiste en Algérie.

Les communistes d'Algérie et le PCF sont issus de la sociale démocratie française, qui était favorable à l'époque à l'assimilation des colonies par la France, que ce soit par la force ou la "persuasion".

Au congrès de Tours en 1921, en France, se produisait la scission du parti social-démocrate, qui donna naissance au Parti Communiste Français. En Algérie, la plupart des fédérations socialistes adhérèrent à 1'IC (Internationale Communiste), malgré la clause nº 8 qui obligeait les partis adhérents à "soutenir, non en paroles mais en faits, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des impérialistes de la métropole hors des colonies, de nourrir au coeur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-àvis de la population laborieuse des colonies et des nationalistés opprimécs, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux (deuxième congrès de l'IC, 8ème condition d'admission). .../...

En fait, les adhérents d'Algérie feignaient d'ignorer cette condition, prétextant que la "libération des prolétaires indigènes de l'Afrique du Nord ne sera le fruit que de la Révolution métropolitaine". Serrati était le principal théoricien de cette orientation "européo-centriste".

A cet égard, l'épisode de la section du PCF de Sidi Bel Abbes est significative du racisme que véhiculait cette position qui se voulait "marxiste". Répondant à une enquête menée par le Parti Communiste, cette section dira : "Les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'Arabes réfractaires à l'évolution économique et sociale, morale et intellectuelle indispensable aux individus pour former un Etat autonome ("La lutte sociale" du 7/05/1921).

Elle affirmait que tout soulèvement arabe serait le signal d'un massacre aveugle qui ne ferait que reculer l'histoire. A la CGTU, on entendait souvent : "Le syndicalisme est bon, mais pas pour les Arabes"!

('ABC du syndicalisme", Alger 1924).

Pendant la guerre du RIF qui opposa les troupes françaises et un chef de tribu du RIF, Abdel Krim, le PCF lutta en faveur des révoltés, - qui allaient tout de mê me être battus. Mais il faut remarquer qu'il ne mena pas une grande agitation dans les troupes françaises, tâche pourtant essentielle.

Il faut dire que le soutien aux Rifains était dicté par l'IC au PCF, et correspondait à la volonté de la bureaucratie russe d'affaiblir l'Etat français. La "droite" colonialiste qui se maintenait encore au sein du PCF en 1926-27, fut exclue. Le PCF en Algérie avait dès lors des effoctifs bien moindres : une grande partie des "socialistes" le quittèrent

face à ces prises de position sur la guerre du RIF.

Les effectifs descendirent à 280 en 1929, à 200 en 1931, à 131 en 1932, puis remontèrent à 150 en 1934. Cet isolement des communistes fut loin d'être le fruit de leur anti-colonialisme. Le 1er avril 1928, on pouvait encore lire dans le "Cheminet algérien", organe de la CGTU tenue par le PCF: "l'indigène est un ingrat; il est fourbe, sournois, sale, voleur; lui faire du bien, c'est donner de la confiture à un cochon; lui faire du mal, c'est lui apprendre à se soumettre et à se civiliser "!.

La grève générale appelée contre la guerre du RIF avait été un fiasco, les effectifs du PCF en France et en Algérie fondaient; le travail "anti-colonial" était délaissé. En 1931, l"exécutif de l'IC faisait pression sur le PCF: celui-ci revint à la politique prônée auparavant: Lozeray, responsable du PCF en Algérie et réalisateur de la politique de l'IC fut exclu.

Premier revirement, première purge, premier bouc émissaire...

- Le retour aux sources. The retour aux sources.

La montée des luttes ouvrières en France profita au PCF en Algérie, dont les effectifs montèrent à 600 adhérents en 1934, puis atteignirent 3500 personnes au cours de l'été 1936. En même temps, le PCF pressait Jean Chaintren (alias Barthel), qui se chargera d'appliquer la nouvelle politique de l'IC.

Maintenant la tactique préconisée était celle du "front unique", soidisant pour combattre le fascisme montant. En vérité, ce dernier avait vaincu le prolétariat allemand depuis 1933, date de la prise du pouvoir par les nazis. La nouvelle tactique du front unique, qui s'adressait principalement aux socialistes, était consécutive aux accords Staline-Laval qui scellèrent pour quelque temps une alliance franco-russe contre l'Allemagne. Pour cela, Staline avait approuvé le souci de la France d'"assurer sa défense et son armement". Il fut aussitôt imité par le PCF.., et par sa section en Algérie. Ce revirement impliquait ici la défense de l'Etat français et donc de ses colonies.

Deuxième revirement, deuxième purge, deuxième bouc émissaire. : Ferrat est exclu en 1935 du comité central du PCF et dénoncé par Barthel en personne, qui s'occupera d'appliquer la nouvelle orientation avec la plus grande conviction, - malgré qu'il ait suivi plusieurs mois colle préconisée

par Ferrat. Il y aura d'autres revirements.

Avec l'avènement du gouvernement du Front populaire, le Parti Communiste défendit de manière à peine voilée la colonisation française en Algérie.

Il déclara à son 9ème congrès en 1937 (entre temps, en 1936, le PCA avait été créé (Parti Communiste Algérien), tout en restant sous tutelle française): "Nous savons qu'à l'heure actuelle, l'union entre le peuple d'Algérie et le peuple de France est nécessaire et qu'elle le sera toujours". Il soutiendra le projet Blum-Violette, accordant le droit de vote et la citoyenneté française à environ...20 000 Algériens!

Et lorsque le Front populaire, sombrant dans les difficultés, mena une politique coloniale de plus en plus répressive (dissolution de l'ENA, remise en cause des maigres projets de libéralisation dans les colonies,

etc..), le PCF ne bronchera pas.

our cela, le PCA perdra des militants algériens en 1937. Des départs en masse se produiront en 1938, ramenant les effectifs algériens de 400 à 100. Cependant, malgré cette baisse globale des effectifs algériens, une algérianisation du parti était en cours depuis 1934. De nombreux Algériens occupaient les postes de responsabilité inférieurs et moyens dans l'échelle hiérarchique du parti, et l'influence du nationalisme algérien montant commençait à se faire sentir à l'intérieur même de ses rangs.

Cela n'empêcha pas le PCA de défendre l'impérialisme français défait

par les nazis, en participant à la "Résistance".

Mais la période de 1935 à 1939 fut particulièrement révèlatrice de la nature bourgeoise du PCF et du PCA.

- Mai sanglant et la volteface du PCA.

La misère accumulée, la situation intérieure en Algérie, et la situation internationale (voir numéro précédent de TIL), la volonté du PPA (nouvelle appellation de l'ENA), d'utiliser les manifestations du Ier mai pour faire montre du sentiment national chez la population, et faire reculer l'impérialis e français, aboutirent à des heurts avec les forces de l'ordre.

Aux lynchages d'Européens répendit le massacre organisé d'Algériens. D'un côté, le bilan pouvait être porté à 100 personnes, de l'autre il se situait entre IO et 15 000.

Le PCA se rangea aux côtés des massacreurs. Il accusa le PPA de collusion avec le PPF fasciste et les grands colons ; il exigea des peines sévères "peur ceux qui veulent provoquer la guerre civile"; que "l'en châtie impitoyablement les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ent dirigé l'émeute"...! A Guema, où les massacres avaient été particulièrement odieux, même des communistes participèrent aux milices créées afin d'exercer des représailles contre les Algériens. Le bureau politique du PCA les exclut, mais ils furent soutenus par toutes les cellules communistes de la région...

Depuis 1934-36, l'algérianisation du parti avait crû: en 1946-50, les organes dirigeants étaient aux mains d'Algériens. Mais leur nationalisme, tout en s'opposant au colonialisme véhiculé par les Pieds-Noirs au sein du parti, n'était pas en contradiction avec l'esprit du PCA. Des clivages se produisirent à l'intériour du parti, qui forcèrent la direction à s'orienter dès 1950 vors deux organisations séparées selon les races.

D'une défense globale du colonialisme, le PCA s'orienta donc vers la défense du nationalisme bourgoois. Il revendique une République algérienne, et rapprocha sa conception de la nation algérienne, de celle des modérés, au point que le programme du PCA s'identifia presque avec colui de l'UDMA de F. Abbas.

Depuis le tournant nationaliste du PCA, les Algériens adhéraient nombreux à ses rangs. Ils formerent à la veille de la guerre d'Algérie la moitié des effectifs du PCA (qui s'élevaient en 1948 à 12 000), devenant ainsi la seconde force politique après le PPA-MTLD de Messali.

- Le PCA et le FLN.

L'approche de la guerre fera fuir les militants européens du parti. Le PCA abordera la guerre fort de quelques centaines de militants seulement. Dès lors, mineritaire et en pleine crise, il se soumit au FLN.

La guerre fit éclater le PCA. Des groupes communistes avaient organisé des unités combattantes sans l'avis de la direction, à tel point qu'elle fut contrainte de créer une organisation militaire: "les Combattants de la Libération". Les nationalistes du FLN furent reconnus par le PCA comme les "seuls interlocuteurs valables". L'UGTA, d'obédience FLN, fut reconnue comme seule centrale syndicale nationale. La dissolution des "Combattants de la Libération" amenait à compter l'ALN comme unique organe militaire. Le PCA le dit lui-môme: "Sur de nombreux points, ..les positions (du FLN) sont identiques aux notres"!.

...Pendant co temps, pour maintenir son alliance avec la SFIO, le PCF votait les "pouvoirs spéciaux" (qui aboutirent à l'état de siège et aux tortures, particulièrement à Alger) au gouvernement français en mars

La boucle était bouclée. Ainsi l'histoire seule du PC français et du PCA montre-t-elle leur nature de classe bourgeoise!

Le PAGS to orosesses of the got emberously to accommon and

au service de la bourgeoisie

toutes los collulos communictos do la régime...

La mort de Boumédiène a déclenché une lutte pour sa succession entre les différentes fractions de la bourgooisie algérienne.

Partisans de la continuité (maintien du rôle prépondérant de l'Etat dans l'économie), et partisans du changement (privatisation de l'économie) se sont affrontés sans pour autant qu'il y ait de vainqueur définitif.

Les différents protagonistes se sont partagés les rênes du pouvoir en attendant mieux. Ils ont préféré le compromis, sachant que malgré leurs rivalités, il fallait faire front contre les masses laborieuses.

Le PAGS, tenant de l'étatisation de l'économie, qui est pour lui la caractèristique fondamentale du soi-disant socialisme dont il se réclame, a soutenu après la mort de Boumédiène le clan du "progressiste" Yayacui contre le "réactionnaire" Chadli. Mais après l'alliance des deux hommes politiques, les staliniens ont décidé après une brève hésitation) de soutenir le régime en place.

En réalité, il y a tout lieu de croire que, tant que le PAGS continuera à avoir quelques strapontins dans l'appareil d'Etat, son attitude à l'égard du régime ne changera pas.

Or, comme Chadli et son équipe continuent à tolérer le PAGS, celui-ci n'on demande pas plus pour voir en eux des "défenseure des acquis nationaux anti-impérialistes" et de l'option socialiste".

De toutes les manières, le soutien du PAGS au régime bourgeois algérien n'a rien d'étonnant. Rappelons que depuis longtemps déjà le PAGS appelle les travailleurs à "la bataille de la production"; depuis longtemps déjà il calemnie les grèves cuvrières, et s'est fait le propagandiste le plus zèlé des différents aspects de la politique du régime en Algérie.

du PCA nest obligation de classe bourgoste de

ON OF BELLEVIER OF BOOK WIL

CENTRAFRIQUE

Alors que les hausses de prix, les pénuries, le manque de logements, etc..., en un mot alors que la situation des masses laborieuses continue à se dégrader en Algérie, le PAGS par son soutien au régime, montre bien dans quel camp il se place et quels intérêts il défend.

Le PAGS propose aux t ravailleurs de subir en silence l'exploitation, la répression et l'arbitraire capitaliste. La réalité de tous les jou s, les conditions de vie désastreuses des travailleurs, montrent à ceux-ci qu'ils n'ent rien à attendre de la bourgeoisie, toutes fractions réunies. Contre la bourgeoisie d'Etat et la bourgeoisie privée, les masses laborieuses n'ent pas d'autre alternative que la lutte autonome pour la défense de leurs intérêts historiques et immédiats.

Tout le monde sait que la distaure de Bekassa est particulièrement odieuse, et le roitelet un des plus corrompus d'Afrique. Le
régime s'est encore distingué le 18 avril dernier par le massacre sanglant de plusieure dissines d'enfants, directement ordonné par Bokassa,
qui d'après lui étaient en réalité " des étudiants marxistes tentant
de renvorser son régime sur les ordres d'une puissance étrangère" !

Il s'agissait en fait d'étudiants et de lycéens en grève au
lycée Boganda centre le port de l'uniforme acheté aux frais des familles
contre le contenu des cours, et surtout contre la répression violente

La gardo impérialo fouillait dix jours après, tous les quartiers de la capitale, arrêtait une centaine d'enfants dont cortains n'avaient pas ID ams, et les emmenait dans le sinistre pénitencier de Ngaragha.

Là, ils furent pastennés, blessés par des coups de matraque ou de balonnette, enfermés dans des collules exigues et éteuffantes, où près d'une vingtains moururent suphyxiés. Le reste fut la pidé à mort par la gardo impériale. On compte qu'il y out à peu près une centaine de cadavres

Aujourd'hui pourtant, les représentants de l'impérialisme frangais feignent de découvrir ces massacres et font la fine bouche. Comme si discard n'était pas au courant de la répression sanglante en Centra-

En jenvior dornior, déjà, Bokassa avait brisé au morfior une révolte lyséenne, faisant plus de 400ments. Et c'était les unités de l'armée gairelse (encadrée par des officiers et des sous-officiers frangais), grâciousement prôtées par Mobutu à son ami Bokassa, qui étaient venues lui prêter main forte. Or la bourgesisie française non soulement n'avait pas protesté, mais avait promptement socordé une side de 4 milliards de france CFA au dictateur monacé i

L'hypocrisio des dirigosants do la bourgooisio française est tout à fait révoltanto. En fait, sous le visage d'humanistes et de libéraux qu'ils aiment so denner, les hommes d'Etats impérialistes n'hésitent pas à s'appuyer sur des assassins et des tertionnaires lorsque leurs intérêts sont en jou : en sait que des groupes industriels français sont

CENTRAFRIQUE

Bokassa, valet de main de l'impérialisme

Tout le monde sait que la dictature de Bokassa est particulièrement odieuse, et le roitelet un des plus corrompus d'Afrique. Le régime s'est encore distingué le 18 avril dernier par le massacre sanglant de plusieurs dizaines d'enfants, directement ordonné par Bokassa, qui d'après lui étaient en réalité " des étudiants marxistes tentant de renverser son régime sur les ordres d'une puissance étrangère"!

Il s'agissait en fait d'étudiants et de lycéens en grève au lycée Boganda contre le port de l'uniforme acheté aux frais des familles, contre le contenu des cours, et surtout contre la répression violente exercée par le régime contre les lycéens.

La garde impériale fouillait dix jours après, tous les quartiers de la capitale, arrêtait une centaine d'enfants dont certains n'avaient pas IO ans, et les emmenait dans le sinistre pénitencier de Ngaragba.

Là, ils furent bastonnés, blessés par des coups de matraque ou de baïonnette, enfermés dans des cellules exigues et étouffantes, où près d'une vingtaine moururent asphyxiés. Le reste fut la pidé à mort par la garde impériale. On compte qu'il y eut à peu près une centaine de cadavres jetés dans des fosses communes.

Aujourd'hui pourtant, les représentants de l'impérialisme français feignent de découvrir ces massacres et font la fine bouche. Comme si Giscard n'était pas au courant de la répression sanglante en Centrafrique!

En janvier dernier, déjà, Bokassa avait brisé au mortier une révolte lycéenne, faisant plus de 400morts. Et c'était les unités de l'armée zairoise (encadrée par des officiers et des sous-officers français), grâcieusement prêtées par Mobutu à son ami Bokassa, qui étaient venues lui prêter main forte. Or la bourgeoisie française non seulement n'avait pas protesté, mais avait promptement accordé une aide de 4 milliards de francs CFA au dictateur menacé!

L'hypocrisie des dirigeants de la bourgeoisie française est tout à fait révoltante. En fait, sous le visage d'humanistes et de libéraux qu'ils aiment se donner, les hommes d'Etats impérialistes n'hésitent pas à s'appuyer sur des assassins et des tortionnaires lorsque leurs intérêts sont en jeu : on sait que des groupes industriels français sont présents dans cette région riche en diamants et en minerai d'uranium. Sans parler du cousin même de Giscard qui a des intérêts directs dans ces mines d'uranium. On sait par ailleurs que la bourgeoisie française est le premier partenaire commercial de Centrafrique...

Voilà ce que valent les mines indignées de Giscard et compagnie: : des larmes pour la galerie. Les massacres commis en Ouganda par Amin Dada n'ont pas remis en cause pendant des années le soutien de l'impérialisme anglais à cet ancien officier de l'armée britannique. Pas plus que les massacres opérés par Bokassa n'empêchent Giscard de garder son soutien à cet ancien sous-officier de l'armée française!

Mais ne l'oublions pas : si c'est Bokassa l'ordinateur direct de ces assassinats, c'est bien l'impérialisme français qui est responsable du dictateur. C'est lui qui en a fait sa créature, qui l'a façonné, éduqué et protégé pour en faire son fidèle valet. C'est cela la réalité de

l'impérialisme en Afrique!

istronication des rivilationaires deit jeuer un rile meteur

placentientien des luttes e mire le Ospital, et de la consciund

i energy es men de la cinsse suvrière.

nes un moul paye. L'éconol ett a des travalleurs exige l'unité interett male des prolétaires, et le conscione de lours intér te de el mes, et delé les libites nett meles, il n'y a pas actuellecent de paye socie de en a mes.

- Il at nécessaire, par n'as ééariquer de sortains ourants modissintent et filteries et réf unistes de touté teinte, de souligner que le léveriet par déteriet et direction de proféssion par léveriet de direction de proféssion de direction de proféssion de direction de proféssion de la direction de proféssion de la direction de proféssion de la direction de la dire

de affinistal aut class faraclair réalisant seale les latérites de le les de la les latérites de la les de

THE INTERNATION SECOND SECOND

LIS PROLETLINGS BY OUT BLAY A PENDIN

"HERD A MUECE OF BUILDING

QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéeté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs au pays, et dans l'immigration.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat, et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systèmatique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le capitalisme d'Etat, -solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.
- Les travailleurs n'ent pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.
- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoistes, stalinions et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE. LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE QUE LEURS CHAINES, ILS ONT UN MONDE A GAGNER".

("Le Manifeste Communiste").